

Tous ensemble

le jeudi 19 mars

en grève et dans les manifestations

Après la mobilisation réussie du 29 janvier, le président de la République a été amené à s'adresser à la population afin de présenter les différentes mesures qui, selon lui, vont permettre de contrer les effets de la crise.

POUR FORCE OUVRIÈRE ON EST TRÈS LOIN DU COMPTE

Ainsi la nécessité de mettre rapidement en place une véritable relance de la consommation est toujours refusée. C'est pourtant une urgence sociale et une obligation économique. Plus de salaires, des minima sociaux et des retraites en hausse c'est ce qui permet de soutenir l'activité économique et l'emploi en remplissant les carnets de commande des entreprises.

Pour le gouvernement comme pour le patronat ce n'est jamais le moment d'augmenter les salaires! Quand la croissance est là il ne faut pas pénaliser la compétitivité et quand la récession s'installe il ne faut pas gêner les entreprises!

Dans les faits celles-ci ne sont d'ailleurs pas mises à contribution, en particulier celles qui réalisent des profits records.

Le gouvernement dit vouloir protéger, au nom de la justice, les plus touchés par la crise mais ce sont des mesurette éclatées, limitées à la seule année 2009 et qui oublient beaucoup de monde. C'est par exemple le cas des chômeurs dits âgés qui ne peuvent plus bénéficier de l'AER (Allocation équivalent retraite) et qui de ce fait se retrouvent au minimum social.

Alors que le gouvernement est hyper réactif et très généreux quand il s'agit d'aider les banques et les entreprises il fait la sourde oreille quand il faut soutenir les salariés, la consommation et l'emploi. Résultat: non seulement la crise s'aggrave, le chômage s'envole, mais les inégalités sociales explosent. On nous parle de répartition des richesses mais c'est de la communication!



**Pour
toutes ces raisons
le 19 mars
la mobilisation doit
monter d'un cran.**

Il faut amplifier la pression pour faire entendre nos exigences et nos revendications plus que légitimes.

- Augmentation générale des salaires, minima sociaux et retraites, dans le privé et dans le public.

- Un moratoire (gel) des licenciements.

- Abrogation de la loi TEPA qui plombe les recettes de l'État et des organismes sociaux et qui favorise les plus riches.

- Arrêt de la RGPP et des suppressions de postes dans la fonction publique.